



Conseil régional  
Groupe Droite et Centre de Bretagne  
Kuzul Rannvro Breizh  
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

## *1<sup>ère</sup> réunion du Conseil régional de Bretagne – février 2013*

### ***Intervention de Monsieur Bernard MARBOEUF***

*Conseiller régional de Bretagne*

*Maire de Lécousse*

Monsieur le Président, Mes chers collègues,

Lors de mon intervention sur les Orientations budgétaires, je vous avais crédité d'un certain réalisme concernant votre appréhension de la situation économique et sociale gravissime que traverse notre pays et la Bretagne.

Je pensais en toute logique que votre BP 2013 allait tirer toutes, je dis bien toutes, les conséquences de la situation économique de la Bretagne.

Monsieur le Président, je le confesse, j'ai péché par naïveté. Mais vous, Monsieur le Président vous péchez par pleutrerie.

Je vous disais en décembre que vos orientations budgétaires étaient imprécises dans la forme et inquiétantes pour l'avenir. Mon intuition était malheureusement juste.



Imprécises :

Voyons du côté des ressources. Le cataclysme annoncé suite à la réforme de la fiscalité régionale n'est pas au rendez-vous et ce malgré un contexte économique défavorable. Je vous concède que la progression de nos ressources est faible mais il y a une progression. C'est le cas pour la Dotation de la compensation de la Réforme de la Taxe professionnelle, tout comme de la CVAE et de l'IFER qui permettent d'inscrire 10M€ en plus que l'année dernière.

Quant aux dotations de l'Etat, conformément aux orientations du gouvernement, elles sont gelées. Nous participons ainsi à l'effort national de redressement de nos comptes publics. Nous savons depuis 2 jours à quelle sauce nous allons être mangés dans les 2 prochaines années : le ministre a noté la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales atteindra 1,5 milliards d'€ en 2014 et 3 milliards en 2015.

Au même moment, la ministre Madame Lebranchu déclare : « *Ce qui s'inscrit en ce moment ce n'est pas la réduction des dotations mais l'écriture d'un pacte de confiance et de responsabilité avec les collectivités* ». Comprenez qui pourra.

Quant aux conditions d'accès aux 20 milliards d'€ des fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts ; le Trésor Public à ce jour nous imposerait un taux de 4% : c'est ce qui est insoutenable.

C'est donc dans un contexte très incertain et permettez-moi de le dire peu alléchant que nous abordons ce budget régional.

Je note que, de plus en plus de politiques s'inscrivent dans un cadre pluriannuel et personne ne le contestera. Mais qui dit pluriannualité des dépenses implique visibilité sur les recettes à venir. Je m'étonne que vous restiez, curieusement muet sur cette question. Ou plus exactement, derrière votre mur de silence, je commence à entendre dans votre majorité des bruissements réclamant la création d'impôts nouveaux.

Je vous le dis tout net. Si, sous couvert d'un acte III de la décentralisation, dont on a de plus en plus l'impression qu'il va accoucher d'une souris, vous en profitez pour créer de nouveaux impôts locaux régionaux sur les familles et les entreprises, nous nous opposerons fermement de toutes nos forces à cette folie. N'oublions pas que depuis trois ans les Bretonnes et les Bretons paient la Taxe spéciale d'équipement et que l'année dernière vous avez substantiellement augmenté la taxe sur les cartes grises faisant de notre région parmi celles où cette taxe est la plus élevée. Et si j'y ajoute la modulation régionale de la TIPP au taux maximum que vous avez votée en octobre. Nous sommes arrivés à un niveau d'imposition maximum sur les contribuables bretons.

J'espère que le Premier Ministre sera entendu quand il écrit dans la circulaire déjà citée par Bernadette MALGORN : *« aucune dépense ne pourra être financée par une augmentation des recettes compte tenu du niveau élevé de nos prélèvements obligatoires et de l'engagement de stabilité fiscale que nous avons pris »*.

La stabilité fiscale à laquelle fait référence le Premier Ministre est à entendre, du moins je le conçois ainsi, fiscalité nationale, comme fiscalité locale. Stabiliser la fiscalité nationale et permettre la progression de la fiscalité locale n'aurait aucun sens pour les contribuables et s'apparenterait à une expression dont vous nous avez rabattu les oreilles « un désengagement de l'Etat ». Je n'ose croire, Monsieur le Président, que vous vouliez nous conduire dans cette spirale infernale.

Autre ressource : l'emprunt. « *La forte accélération de nos investissements intervenant dans un contexte de compression continue de nos recettes et de rigueur budgétaires exigera pour la deuxième année consécutive une forte augmentation de l'emprunt* », déclarez-vous.

Monsieur le Président un peu de sérieux. Je ne peux vous laisser dire n'importe quoi. Depuis 2004 les recettes de la région (hors emprunt) n'ont cessé de croître. Si je prends comme année de référence 2008, début de la crise, nous recettes ont progressé de 15%. Il n'y a donc pas de « compression continue » mais une progression contenue.

Par ailleurs, même si vous avez découvert la crise récemment, j'entends encore un ancien Rapporteur général du budget, justifier devant notre assemblée ses choix budgétaires pour nous permettre d'emprunter au moment où il faudra payer la facture de la LGV. Devenu Président de notre assemblée, vous semblez découvrir aujourd'hui qu'il va falloir emprunter pour financer la LGV. Tout cela manque un peu de cohérence.

Passons aux dépenses :

J'ai qualifié en son temps votre gestion « pépère ». Et je ne le regrette pas et je m'en explique. A l'époque où nous avons les moyens d'investir avec des taux de crédits accessibles, vous avez préféré distribuer les subventions à guichet ouvert et laissez filer les frais de fonctionnement. Quand je constate, dans vos documents annexes, que dans la seule filière administrative sur 671 emplois budgétaires il y a 61 postes de directeur. Sans remettre en cause les qualités professionnelles de ces femmes et de ces hommes je pose quand même la question. Mais où va-t-on ?

Certes il y a dans nos dépenses, des investissements hors LGV.

Et qu'est ce que nous constatons ? Et bien, depuis 2007 nos crédits de paiement en investissement, hors le train, sont stables à 340 M€.

Non, Monsieur le Président, votre politique d'investissement n'est pas volontariste elle est plutôt d'une grande platitude. Cet immobilisme nous le dénonçons depuis longtemps et notamment depuis le début de cette présente mandature.

Maintenant, dans les lycées : mauvais choix et manque d'anticipation. Mauvais choix parce dans le premier PPI vous n'avez pas commencé par les travaux d'urgence : le clos et le couvert et les travaux de mises aux normes. Manque d'anticipation parce que nous allons être obligés d'agrandir des lycées de la périphérie rennaise alors que nous aurions pu programmer et financer ces travaux à moindre coût il y a quelques années. La prospective démographique n'a pas été bien prise en compte. C'est un manque flagrant d'analyse et de stratégie.

Autre exemple les TER. La progression du trafic, particulièrement dans les deuxième et troisième couronnes oblige à acquérir de nouvelles rames. Soit, mais je suis choqué que dans le même temps vous rétrocediez à ces collectivités et tout particulièrement à Rennes métropole une part de la « TIPP grenelle » alors que c'est cette agglomération qui profite en premier lieu des investissements dans le TER et que nous accordions en plus 90M€ pour financer sa seconde ligne de métro.

Enfin, dans le cadre de la RGPP, pardon de la MAP comme l'on doit dire maintenant, le Premier Ministre, a demandé qu'il soit réalisé je cite « *une revue exhaustive des agences de l'Etat de la pertinence des affectations budgétaires qui*

*leur sont allouées. Le parlement en sera saisi avant le 30 juin afin d'en tirer les conclusions pour la loi de finance 2014 ».*

Monsieur le Président, suivons ce conseil avisé. Nous avons nous aussi nos agences, nos EPCC, nos observatoires ... Toutes celles que vous avez créés depuis 2004 ou dont vous avez multiplié les moyens à grands renforts de subventions. Dans quels objectifs, pour quels résultats ? Nous n'en savons rien, la seule chose que nous constatons c'est que ces structures périphériques créent des doublons avec nos services centraux et pèsent lourdement dans notre budget.

Il est urgent d'évaluer ces postes de dépenses qui échappent au légitime contrôle de notre Assemblée.

Monsieur le Président, je vous ai averti lors des Orientations budgétaires, l'heure des choix a sonné : l'époque du saupoudrage et de l'arrosage automatique est terminée.

Force est de constater que dans ce budget dont les dépenses progressent de 7%, vous n'écoutez pas l'opposition.

Nous entendons de votre part des choix volontaristes sur les dépenses qui préparent l'avenir de nos territoires, l'accompagnement de nos entreprises et l'emploi et des coupes dans toutes les politiques qui ne sont pas de nos compétences obligatoires.

Votre budget, ne marque aucune volonté de tourner les pages des dépenses secondaires et ce n'est pas comme cela que nous maintiendrons un niveau suffisant d'épargne nette pour poursuivre nos politiques d'investissement. L'avertissement du CESER je cite « *le choix d'assumer des investissements lourd tout en maintenant*

*les autres programmes d'action n'est pas réaliste* ». Je dirais pour ma part qu'il est dangereux et irresponsable. Mais vous n'écoutez pas plus l'opposition que le CESER.

Monsieur le Président, à plusieurs reprises vous avez tiré la sonnette d'alarme avec l'effet de ciseaux annoncé en 2016. Concrètement notre épargne nette va diminuer alors que notre service de la dette va progresser à la vitesse grand V.

Monsieur le Président, permettez-moi de faire écho de ce que la presse locale nous a appris le 6 février : l'Agence Fitch nous a noté AA. C'est-à-dire la note obtenue par la France. On est heureux d'apprendre que la note AA est une bonne note. Ce n'est pas exactement ce que l'on a entendu quand la France a obtenu cette note là. Avoir la même note que l'Etat de rattachement est d'une grande logique.

Un petit rappel : il y a quelques mois les agences de notation étaient traitées de corbeaux, de structures maléfiques, d'alliées de la spéculation, à mettre hors la loi comme le disait si bien celui qui est aujourd'hui ministre du redressement productif Arnaud Montebourg. Quand au Parti Socialiste, il disait je cite dans un communiqué : « *La France se met aux ordres des agences de notation* ». Alors la Bretagne se met-elle aux ordres de Fitch ?

Au final, une note double A, sans surprise que je salue.

Un petit prolongement sur les agences de notation. Monsieur le Président, au début de votre propos liminaire vous disiez pique pendre de l'agence Moody's et des autres agences de notation en claironnant "leur omnipotence", ce qui ne vous empêche nullement d'aller frapper à la porte de l'une d'entre elle, l'agence Fitch pour, en catimini, obtenir un laissez passer pour ensuite discuter avec le système

bancaire pourtant cloué au pilori lors de la dernière campagne présidentielle. Le président OBAMA, lui a une ligne directrice claire. Il vient d'engager un combat judiciaire contre Standard and Poors.

Tout cela montre, Monsieur le Président, qu'au-delà de la posture politique, les interdépendances financières et macro-économiques ne souffrent pas d'à peu près, ni des déclamations idéologiques.

En conclusion je poserais une question et ferais une observation :

Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour nous faire échapper à cet effet de ciseaux que je vois s'annoncer comme une guillotine sur les finances régionales ?

Mon observation : Votre budget 2013 n'est pas conforme aux orientations que vous avez présentées en décembre. Je n'en conteste pas la sincérité car cette année il est probable que la totalité de l'emprunt inscrit sera mobilisée. Mais la sincérité n'est synonyme ni de courage ni d'ambition. Et votre budget ne porte la marque ni du courage et de l'ambition pour préparer l'avenir de la Bretagne.

Je vous remercie.